

La Canadienne Michaëlle Jean prend la tête de l'OIF

D'origine haïtienne, la nouvelle patronne de la francophonie succède à Abdou Diouf

DAKAR - *envoyée spéciale*

Originaire de Haïti, naturalisée canadienne dans son jeune âge, devenue française par son mari – le cinéaste et essayiste Jean-Daniel Lafond – avant de renoncer à cette nationalité, rompue aux méthodes de communication de la journaliste qu'elle fut à Montréal, formée à la diplomatie à travers les fonctions de gouverneure générale (représentante de la reine Elizabeth II, chef de l'Etat canadien) qu'elle occupa entre 2005 et 2010 à Ottawa, nommée ensuite envoyée spéciale de l'Unesco dans son pays natal : tel est, en raccourci, le profil de Michaëlle Jean. Réunis en sommet à Dakar, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) l'ont préférée, dimanche 30 novembre, après de longues tractations, à quatre autres candidats, tous africains, pour le poste de secrétaire général de leur institution.

Les pays africains – la moitié des pays membres à part entière de l'OIF – n'ont jamais réussi à se mettre d'accord sur un seul candidat entre l'ex-président burundais Pierre Buyoya, l'écrivain et diplomate congolais Henri Lopes, l'ex-premier ministre mauricien Jean-Claude de l'Estrac et l'ancien ministre équato-guinéen Agustin Nze Nfumu. François Hollande a alors réuni un huis clos restreint, avec le premier ministre canadien Stephen Harper, le président congolais Denis Sassou-Nguessou et

l'Ivoirien Alassane Ouattara. Ce dernier cénacle a finalement reconnu que Michaëlle Jean bénéficiait des plus nombreux soutiens.

Michaëlle Jean, qui est la nièce de l'écrivain haïtien René Depestre, a promis, durant sa campagne, de poursuivre « sans complaisance » les efforts d'Abdou Diouf en matière de démocratie ou de droits de l'homme, de susciter l'engagement des jeunes et des femmes dans la francophonie et d'en faire une « arme d'éducation massive » au Sud. Il ne lui sera cependant pas facile de succéder, à partir de janvier 2015, au Sénégalais Abdou Diouf, qui a su, pendant douze ans, donner à l'OIF la dimension politique que ses mandants occidentaux attendaient de lui : l'ex-président du Sénégal a contribué au dénouement de certaines crises politiques africaines.

« Petit ONU »

La tâche de Michaëlle Jean sera d'autant plus compliquée que le sommet de Dakar a établi une feuille de route aux ambitions démesurées : l'OIF doit promouvoir une nouvelle stratégie économique aux contours flous, intensifier ses missions politiques, « lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes », se mobiliser contre l'impunité, contre les violations des droits de l'homme, contre les discriminations à l'égard des femmes, et « renforcer ses actions sur tous les moyens d'éducation », numérique ou pas, pour ne citer que

quelques points des 48 articles de la déclaration du sommet et de ses 9 résolutions. Le tout avec un budget en baisse, qui ne dépasse pas 80 millions d'euros. Le Canada augmentera-t-il ses contributions volontaires ? La France les a diminuées de moitié en quatre ans.

M. Hollande s'est réjoui que l'Organisation de la francophonie soit devenue « un petit ONU », rassemblant plus du tiers des membres des Nations unies. Il a eu d'autant plus de raisons de s'estimer satisfait qu'il a obtenu le soutien de l'OIF en vue d'un accord « universel et ambitieux » à la conférence mondiale sur le climat qu'il présidera dans un an à Paris.

Avec l'admission à Dakar du Mexique, du Costa Rica et du Kosovo en tant qu'observateurs, l'OIF est devenue un mastodonte de 80 pays ou entités, dont 57 sont membres à part entière. Seuls 32 ont le français comme langue officielle ou co-officielle dans ce club en danger de dilution. ■

MARTINE JACOT

**La France
a diminué
de moitié en
quatre ans
ses contributions
volontaires
au budget de
l'Organisation de
la francophonie**